


DÉVELOPPEMENT

Les dangers de l'aide à la reconstruction en Haïti

Attendu ce mercredi sur l'île dévastée, Nicolas Sarkozy milite pour que les Haïtiens s'approprient le processus de reconstruction **ET QUE L'AIDE INTERNATIONALE PROFITE À L'ENSEMBLE DU PAYS.**

PAR LAURENT CHEMINEAU

Les visites de haut niveau se succèdent à Haïti, plus d'un mois après le séisme qui a endeuillé l'île. Après le Premier ministre canadien, Stephen Harper, Nicolas Sarkozy doit atterrir aujourd'hui sur l'aéroport international de Port-au-Prince, sous contrôle des forces américaines depuis la catastrophe. Une arrivée qualifiée d'« historique » par le président haïtien, René Préal, car il s'agit de la première visite d'un chef d'État français dans l'ancienne colonie de Saint-Domingue, indépendante depuis 1804. Même si la question de la reconstruction du pays sera centrale, dans la perspective de la conférence des dona-

teurs prévue à New York en mars, la rencontre du président français avec son homologue haïtien s'effectuera dans une ambiance de deuil. Le bilan du tremblement de terre du 12 janvier dernier est de 217.000 morts, et plus de 1 million de Haïtiens sont à la rue.

■ PIB : 8 MILLIARDS DE DOLLARS

Lors de la réunion préparatoire à la conférence des donateurs, à Montréal le 25 janvier, les pays présents ont admis que l'aide internationale devrait être massive pour assurer la reconstruction du pays. La Banque interaméricaine de développement



L'aide internationale devrait être massive, la Banque interaméricaine de développement l'évalue à 14 milliards de dollars.

(BID) l'évalue à 14 milliards de dollars. Au-delà de la valse des chiffres, à comparer à une économie dont le PIB est de 8 milliards de dollars, Paris veut surtout mettre l'accent sur les modalités de l'aide, dont les Haïtiens devront garder la maîtrise. « Les Haïtiens doivent s'approprier le processus de reconstruction et se retrouver autour d'un projet commun », explique-t-on à Paris. Ce qui suppose que l'administration soit remise sur pied.

Autres axes prioritaires, l'aide devra bénéficier à l'ensemble du pays et ne pas se limiter à la capitale, ni être détournée ; Paris entend aussi favoriser le retour des investissements et éviter que Haïti s'enlise dans la dépendance. Sur tous ces points, et sur le montant de l'aide elle-même, Nicolas Sarkozy doit faire des annonces ce mercredi, avant de repartir pour la Martinique puis la Guyane. Si, pour être efficace, la reconstruction suppose une bonne coordination de la communauté internationale, elle exigera aussi une meilleure entente entre les responsables haïtiens. Or ces derniers jours, l'opposition a vivement reproché à René Préal la désorganisation actuelle et réclame la démission du président. ■